



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 07, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti s'est formellement dissous aujourd'hui transférant le pouvoir exécutif au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé lors d'une cérémonie à la Villa d'Accueil vers 10h00. Fils-Aimé gouverne désormais seul par le biais du Conseil des ministres sans structure de surveillance présidentielle. Trois navires de guerre américains restent déployés dans la baie de Port-au-Prince dans le cadre de l'Opération Southern Spear. La PNH a déployé une présence sécuritaire massive incluant de nouveaux véhicules blindés sud-coréens. Aucun incident de sécurité majeur ne s'est produit pendant la transition. La dissolution du CPT s'est déroulée de manière ordonnée mais le cadre de gouvernance manque de contrôles institutionnels. Le taux de change est resté stable à environ 131 HTG/USD. Le soutien de la communauté internationale consolide la position de Fils-Aimé malgré l'opposition nationale d'une coalition de plus de 70 partis.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le CPT s'est dissous comme prévu avec une cérémonie formelle transférant le pouvoir au PM Fils-Aimé qui gouverne désormais sans organe de surveillance

Les États-Unis ont déployé trois navires de guerre dans la baie de Port-au-Prince dans le cadre de l'Opération Southern Spear comme posture de dissuasion visible

La PNH a présenté de nouveaux véhicules blindés sud-coréens dans un déploiement de sécurité sans précédent protégeant la cérémonie de transition

Le Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM a confirmé le modèle de gouvernance avec le pouvoir exercé par le Conseil des ministres présidé par le Premier ministre

Les membres dissidents du CPT ont proposé une structure alternative de Collège présidentiel mais celle-ci manque de reconnaissance internationale ou de soutien

DÉVELOPPEMENT 1: CPT DISSOUS FILS-AIMÉ ASSUME L'AUTORITÉ EXÉCUTIVE SEULE

Le Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti composé de neuf membres a formellement mis fin à son mandat le 7 février 2026 transférant le pouvoir exécutif au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé lors d'une cérémonie tenue sous stricte sécurité à la Villa d'Accueil. Le Président du CPT Laurent Saint-Cyr a prononcé des remarques d'adieu déclarant nos principes directeurs sont clairs élections politiques et stabilité avant de remettre symboliquement l'autorité au Premier ministre. Le Nouvelliste a capturé le moment avec le titre Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé seul à la barre notant qu'il bénéficie du soutien des Américains ce qui s'est avéré décisif pour le maintenir au bureau du Premier ministre malgré une résolution jamais publiée dans Le Moniteur par une majorité de conseillers présidentiels pour le limoger.

Le Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM suite aux réunions de avec les acteurs politiques haïtiens a annoncé le modèle de gouvernance post-CPT déclarant qu'en raison d'un manque de consensus à partir de ce 7 février 2026 le pouvoir sera exercé par le Conseil des ministres présidé par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé. Cet arrangement signifie que Fils-Aimé est la seule autorité exécutive sans conseil présidentiel organe collégial ou structure de surveillance. Le cadre de gouvernance est arrivé par défaut plutôt que par consensus sans accord

de transition formel et sans mécanisme de responsabilité malgré les dispositions de l'Accord d'avril 2024. L'organisation de la société civile ORDEDH plaide pour une chambre de contrôle de la transition mais aucune n'a été établie.

Tous les membres du conseil n'ont pas participé à la cérémonie. Quatre membres du CPT qui avaient voté pour évincer Fils-Aimé en janvier ont opté pour un Collège présidentiel alternatif dirigé par la juge de la Cour de cassation Jocelyne Casimir avec Leslie Voltaire représentant le CPT et Charles Tardieu représentant la société civile comme conseillers supérieurs. Cette structure rivale semble mise de côté par le soutien de la communauté internationale à Fils-Aimé. Reuters a rapporté qu'Haïti est entrée dans un vide politique alors que le mandat du conseil de gouvernement de transition du pays des Caraïbes s'est terminé sans plan de succession en place notant que le mandat a été marqué par une détérioration de la sécurité des accusations de corruption et des luttes politiques internes.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi en avril 2024 par le biais d'un accord médié par la CARICOM suite à la démission du Premier ministre Ariel Henry au milieu de la violence croissante des gangs et de la crise politique. Le conseil de neuf membres était destiné à gouverner collectivement pendant dix-huit mois jusqu'au 7 février 2026 tout en organisant les premières élections d'Haïti depuis 2016.

POINTS DE DISCUSSION

Fils-Aimé exerce désormais le pouvoir exécutif seul sans contrôles institutionnels ni organe de surveillance requis par l'Accord d'avril 2024

Le cadre de la CARICOM confirme la gouvernance par le Conseil des ministres avec le Premier ministre comme président et seule autorité politique

Le Collège présidentiel rival proposé par les membres dissidents du CPT manque de reconnaissance internationale et semble mort-né

Le soutien américain à Fils-Aimé s'est avéré décisif pour le maintenir en fonction malgré le vote majoritaire du CPT pour le limoger

La transition s'est déroulée sans violence ni incident de sécurité majeur représentant le meilleur scénario pour la continuité institutionnelle



Le vide de responsabilité crée un risque pour la légitimité de la gouvernance et la confiance des donateurs à l'avenir

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient établir des mécanismes de surveillance formels pour surveiller les actions et décisions du gouvernement Fils-Aimé

Les donateurs devraient conditionner le soutien continu à l'établissement d'un cadre de

responsabilité tel que mandaté par l'Accord d'avril 2024

Les acteurs politiques doivent décider entre l'engagement constructif sur les préparations électorales ou l'opposition conflictuelle risquant des sanctions

Les États-Unis devraient clarifier la durée et la portée de la présence navale de l'Opération Southern Spear pour éviter les perceptions d'occupation

La CARICOM devrait maintenir un rôle de surveillance actif par le biais du Groupe de personnalités éminentes avec des rapports réguliers sur le cadre de gouvernance

La société civile devrait faire pression pour l'établissement immédiat d'une chambre de contrôle de la transition avec des pouvoirs de surveillance définis



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: NAVIRES DE GUERRE AMÉRICAINS DÉPLOYÉS DANS LA BAIE DE PORT-AU-PRINCE

L'Ambassade des États-Unis a confirmé le 3 février que trois navires navals américains opèrent dans les eaux haïtiennes dans le cadre de l'Opération Southern Spear dirigée par le Secrétaire à la Défense Pete Hegseth. L'USS Stockdale DDG 106 un destroyer lance-missiles de classe Arleigh Burke fournit des capacités de guerre multimiissions avancées incluant des systèmes anti-aériens anti-surface et anti-sous-marins. L'USCGC Stone WMSL 758 un cutter de sécurité nationale mène des opérations de patrouille à longue portée et de lutte contre les narcotiques. L'USCGC Diligence WMEC 616 un cutter d'endurance moyenne gère les missions d'application de la loi côtière. Le déploiement représente la présence militaire américaine la plus visible dans les eaux haïtiennes depuis des années et coïncide précisément avec l'expiration du mandat du CPT.

Le déploiement fait suite aux remarques du Secrétaire d'État Rubio lors de l'audience du Sénat du 28 janvier selon lesquelles les États-Unis pourraient avoir besoin d'une posture militaire plus forte pour affronter les gangs et les réseaux criminels transnationaux opérant en Haïti et ailleurs dans la région. La déclaration de l'Ambassade a caractérisé la présence comme reflétant l'engagement indéfectible des États-Unis envers la sécurité la stabilité d'Haïti et un avenir meilleur. Les responsables américains ont décrit le déploiement comme une dissuasion et un soutien et non une intervention militaire directe. Les images des navires de guerre ont largement circulé sur les médias sociaux à partir du 3 février suscitant une réaction généralisée des Haïtiens à travers le monde avec des critiques craignant que le déploiement puisse intensifier les tensions ou être perçu comme une intervention étrangère.

Le calendrier du déploiement quelques jours avant la date limite de transition du 7 février signale l'intention de Washington d'empêcher l'effondrement institutionnel ou l'exploitation par les gangs du vide politique. La présence d'un destroyer lance-missiles représente une capacité de combat significative dépassant de loin les missions typiques de lutte contre les narcotiques ou humanitaires.

Le déploiement fournit à la fois une dissuasion visible contre la mobilisation des gangs et un soutien implicite au gouvernement Fils-Aimé favorisé par Washington. L'opération semble conçue pour assurer une transition de pouvoir en douceur tout en démontrant une menace crédible d'action militaire si les gangs tentent des attaques majeures pendant la période de transition vulnérable.



CONTEXTE HISTORIQUE

La dernière intervention militaire américaine majeure en Haïti a été le déploiement de 2004 suite au départ du Président Aristide lorsque les Marines ont sécurisé des sites clés à Port-au-Prince. La présence militaire américaine ultérieure a principalement impliqué des missions humanitaires suite au tremblement de terre de 2010 et des déploiements de navires médicaux plutôt que des navires de guerre capables de combat.

POINTS DE DISCUSSION

Trois navires de guerre américains déployés dans le cadre de l'Opération Southern Spear représentent la présence militaire américaine la plus visible depuis des années
Le destroyer lance-missiles USS Stockdale fournit des capacités de guerre avancées dépassant de loin les missions typiques de lutte contre les narcotiques
Le déploiement programmé précisément avec l'expiration du CPT signale l'intention d'empêcher l'effondrement institutionnel ou l'exploitation par les gangs
L'Ambassade caractérise la présence comme dissuasion et soutien et non intervention mais les critiques s'inquiètent de la perception d'occupation étrangère
Les remarques du Secrétaire Rubio sur une posture militaire plus forte fournissent une justification doctrinale pour une présence de force élargie
Le déploiement naval visible démontre une capacité de menace crédible tout en soutenant la transition du gouvernement Fils-Aimé

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Washington devrait clarifier la durée de la mission les règles d'engagement et les objectifs spécifiques pour éviter une présence indéfinie
L'Ambassade des États-Unis devrait coordonner avec le gouvernement haïtien sur la messagerie publique pour répondre aux préoccupations de souveraineté
Les partenaires internationaux devraient évaluer si le déploiement naval indique un changement vers une politique américaine plus affirmée



Le secteur privé devrait évaluer si la présence de navires de guerre améliore la confiance en matière de sécurité ou augmente la perception du risque politique

La société civile haïtienne devrait surveiller la dérive de la mission ou l'expansion au-delà des objectifs de dissuasion et de soutien déclarés
Les observateurs régionaux devraient suivre si le modèle de déploiement s'étend à d'autres États des Caraïbes confrontés à des défis de sécurité



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: DÉPLOIEMENT DE SÉCURITÉ MASSIF AVEC DE NOUVEAUX VÉHICULES BLINDÉS

La Police Nationale d'Haïti a déployé un appareil de sécurité exceptionnel à Port-au-Prince les 6 et 7 février 2026 incluant la première utilisation opérationnelle de trois nouveaux véhicules blindés à chenilles donnés par la Corée du Sud par le biais de la coopération bilatérale. La PNH a scellé toutes les routes d'accès autour de la Villa d'Accueil et de la Primature avec plusieurs véhicules blindés déployés le long des axes Delmas et du centre-ville et des points de contrôle stratégiques renforcés sur toutes les routes menant aux sites institutionnels sensibles. L'objectif du déploiement était d'empêcher tout acte de violence sabotage ou tentative de prise de contrôle dans un contexte où des gangs lourdement armés continuent d'exercer une pression constante sur plusieurs quartiers. Les véhicules blindés sud-coréens représentent une amélioration significative des capacités pour la PNH fournissant une mobilité protégée dans des environnements urbains à haute menace.

Les activités ont considérablement ralenti à Port-au-Prince le 6 février avec une fréquentation scolaire réduite et des transports publics limités au milieu de l'incertitude concernant la transition. Le périmètre de sécurité s'est étendu au-delà des bâtiments gouvernementaux immédiats pour inclure les artères principales et les frontières territoriales des gangs. La PNH a maintenu une présence visible avec des patrouilles blindées tout au long de la journée de transition envoyant un message d'autorité de l'État malgré le contrôle des gangs sur environ 90 pour cent de la capitale. Le déploiement a démontré une capacité opérationnelle et une coordination suggérant des capacités améliorées de la PNH par rapport aux opérations de sécurité majeures précédentes. Aucun incident majeur ne s'est produit pendant la période de transition indiquant soit une dissuasion réussie soit une décision stratégique des gangs de ne pas tester l'appareil de sécurité pendant l'événement de haut profil.

La DCPJ Direction Centrale de la Police Judiciaire a émis des mandats d'arrêt contre Youri Ralph Chevy Agent exécutif intérimaire de Port-au-Prince Arnel Bélizaire ancien Député de Delmas Tabarre et Smith Joseph accusés de financement du terrorisme conspiration contre la sécurité de l'État association criminelle et blanchiment d'argent. Les mandats signalent une action continue d'application de la loi contre des acteurs politiques et économiques prétendument soutenant les opérations des gangs. Le calendrier immédiatement avant la transition suggère soit l'achèvement d'enquêtes en cours soit une pression politique pour démontrer la capacité de l'État avant la dissolution du CPT. Les cibles incluent des figures municipales et législatives indiquant un réseau de corruption potentiel s'étendant dans les structures institutionnelles.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Police Nationale d'Haïti a lutté avec des défis de capacité et de corruption tout au long de la période de transition avec la violence des gangs débordant les ressources limitées. Les opérations de sécurité majeures précédentes incluant les déploiements de sécurité électorale ont fait face à des pénuries d'équipement et des problèmes de coordination limitant l'efficacité contre les réseaux de gangs lourdement armés.

POINTS DE DISCUSSION

La PNH a déployé de nouveaux véhicules blindés sud-coréens pour la première fois fournissant une capacité améliorée dans les environnements de combat urbain

Le périmètre de sécurité s'est étendu à travers Port-au-Prince avec un accès scellé à la Villa d'Accueil la Primature et les artères principales

La journée de transition s'est déroulée sans incidents majeurs suggérant une dissuasion réussie ou une retenue stratégique des gangs

Les mandats d'arrêt de la DCPJ ciblent des figures municipales législatives et commerciales sur des accusations de financement du terrorisme et de sécurité de l'État

Le déploiement a démontré une capacité de coordination opérationnelle suggérant des capacités améliorées de la PNH par rapport aux opérations précédentes

Les nouveaux actifs blindés fournissent une mobilité protégée contre les armes légères et de petit calibre réduisant la vulnérabilité des agents

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La PNH devrait maintenir une posture de sécurité renforcée pendant la période post-transition initiale pour empêcher les gangs de tester le nouveau gouvernement

Les partenaires internationaux devraient accélérer les livraisons de véhicules blindés et d'équipement pour soutenir l'élan opérationnel



Le gouvernement Fils-Aimé devrait reconnaître publiquement la performance de la PNH pour construire le moral institutionnel et la confiance publique

Les planificateurs de sécurité devraient évaluer si le modèle de déploiement de transition s'adapte aux opérations de récupération territoriale plus larges

Les donateurs devraient évaluer les besoins en équipement basés sur la capacité opérationnelle démontrée pendant la mission de sécurité de transition

La société civile devrait surveiller les poursuites des mandats d'arrêt pour assurer une procédure régulière et éviter la persécution politique



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: PAYSAGE DE GOUVERNANCE POST-CPT ET IMPLICATIONS POUR LES PARTIES PRENANTES

Le Nouvelliste a décrit Fils-Aimé comme le nouvel homme fort d'Haïti faisant maintenant face à des défis de sécurité avec 90 pour cent de Port-au-Prince sous contrôle des gangs et plus de 10000 personnes tuées pendant 22 mois de règne du CPT. Il doit organiser les premières élections depuis 2016 avec le calendrier du CEP ciblant le premier tour le 30 août 2026 tout en gouvernant avec le soutien américain mais faisant face à l'opposition nationale d'une coalition de plus de 70 partis de l'EDE de l'Accord de Montana et de Fanm Yo Deside. Le vide de responsabilité sans organe de surveillance établi malgré les dispositions de l'Accord d'avril 2024 crée des risques de légitimité. Fils-Aimé doit coordonner avec la GSF dirigée par le Kenya atteignant son déploiement complet d'ici l'été-automne 2026 tout en gérant l'opposition politique nationale considérant l'arrangement comme imposé de l'extérieur.

L'Ambassadeur français Antoine Michon a déclaré à RFI le 5 février qu'il est très difficile d'organiser un processus électoral dans les conditions actuelles reconnaissant la tension fondamentale entre les calendriers électoraux et les réalités de sécurité. La proposition des quatre membres dissidents du CPT pour un Collège présidentiel de trois personnes avec la juge Casimir Voltaire et Tardieu semble manquer de soutien international. Avec les navires de guerre américains dans la baie et l'approbation explicite de Washington pour Fils-Aimé cette structure alternative est peu susceptible de gagner du terrain à moins que le gouvernement du Premier ministre échoue opérationnellement. La transition déplace la question opérationnelle clé de qui gouverne à Fils-Aimé peut-il gouverner efficacement seul avec le mandat renouvelé de la BINUH jusqu'en janvier 2027 et la date limite du 1er avril de l'UNSOH pour le soutien logistique à la GSF fournissant des ancrages institutionnels.



Les organisations internationales ont désormais un homologue exécutif unique plus simple que le CPT de neuf membres mais manquant de contrôles institutionnels avec des risques de responsabilité que les donateurs devraient surveiller. La transition s'est déroulée de manière ordonnée sans violence ni perturbation et avec un taux de change stable représentant le meilleur scénario pour la continuité des affaires. La présence navale américaine et le signal de renouvellement HOPE HELP fournissent une confiance modeste dans l'engagement continu mais l'environnement opérationnel fondamental reste inchangé avec 90 pour cent de contrôle des gangs l'interdiction de la FAA jusqu'au 7 mars et une infrastructure dégradée. Les acteurs politiques font face à un choix stratégique entre l'engagement constructif avec le gouvernement Fils-Aimé particulièrement sur les préparations électorales ou l'opposition conflictuelle risquant des sanctions internationales.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti n'a pas tenu d'élections nationales depuis 2016 lorsque le Président Jovenel Moïse a été élu. Son assassinat en juillet 2021 a déclenché une crise constitutionnelle sans parlement fonctionnel et une autorité exécutive contestée conduisant à l'accord de transition médié par la CARICOM d'avril 2024 établissant le CPT.

POINTS DE DISCUSSION

Fils-Aimé gouverne désormais seul sans contrôles institutionnels faisant face à 90 pour cent de contrôle des gangs et plus de 10000 morts pendant la transition

L'Ambassadeur français reconnaît la difficulté fondamentale d'organiser des élections dans les conditions de sécurité actuelles

La coalition de plus de 70 partis l'EDE l'Accord de Montana et Fanm Yo Deside représentent une opposition nationale significative à l'arrangement soutenu par les États-Unis

La communauté internationale a un homologue exécutif unique mais le vide de responsabilité crée un risque pour les donateurs

La transition ordonnée sans violence représente le meilleur scénario mais l'environnement opérationnel fondamental reste inchangé

Le CEP cible le premier tour le 30 août 2026 mais la faisabilité dépend des améliorations de sécurité et de l'accès territorial

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient établir une surveillance formelle du gouvernement Fils-Aimé avec des rapports de responsabilité réguliers

L'opposition politique devrait s'engager de manière constructive sur les préparations électorales tout en maintenant la pression pour un cadre de surveillance

Les États-Unis devraient équilibrer le soutien à Fils-Aimé avec l'insistance sur les mécanismes de responsabilité et la gouvernance inclusive

Les donateurs devraient conditionner l'assistance continue à des progrès mesurables vers la préparation électorale et l'amélioration de la sécurité

Le déploiement de la GSF devrait prioriser la récupération territoriale permettant l'inscription des électeurs et l'accès aux infrastructures électorales

La société civile devrait se mobiliser pour l'établissement d'un organe de surveillance tel que mandaté par le cadre de l'Accord d'avril 2024



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le premier discours officiel de Fils-Aimé en tant que seul exécutif signalera les priorités politiques la confirmation du cabinet et l'approche du cadre de gouvernance avec des déclarations de reconnaissance internationale du Secrétaire général de l'ONU du Département d'État américain de la CARICOM et de l'UE fournissant une validation diplomatique. La réponse des gangs indiquera si Viv Ansanm ou d'autres groupes testent la nouvelle structure de pouvoir par des attaques ou des provocations. Les membres dissidents du CPT doivent décider d'accepter la dissolution ou de contester l'arrangement par la structure rivale du Collège présidentiel.

CETTE SEMAINE



Le dépôt d'appel de la Cour suprême sur le TPS par l'administration Trump déterminera le calendrier pour la continuation des protections affectant la planification de la diaspora haïtienne et les flux de transferts de fonds. Le Représentant spécial de la GSF Jack Christofides assume son poste à la mi-février fournissant un leadership opérationnel pour la mission dirigée par le Kenya. La déclaration du CEP sur la faisabilité du premier tour le 30 août signalera un calendrier électoral réaliste par rapport à l'engagement politique. L'action du Sénat sur l'extension du programme textile HOPE HELP affecte la confiance du secteur privé et l'emploi.

HORIZON STRATÉGIQUE



Le mouvement du cadre de responsabilité vers l'établissement d'un organe de surveillance déterminera la légitimité de la gouvernance et la durabilité de la confiance des donateurs. La durée des navires de guerre américains dans le cadre de l'Opération Southern Spear signale le niveau d'engagement de Washington et la posture d'intervention. L'évaluation du calendrier électoral doit équilibrer le calendrier du CEP avec la reconnaissance de l'Ambassadeur français que l'organisation du processus est très difficile dans les conditions actuelles. Le calendrier de déploiement complet de la GSF et les opérations de récupération territoriale détermineront si les améliorations de sécurité permettent la préparation électorale. La stratégie de l'opposition politique entre l'engagement constructif et la confrontation façonnera la légitimité nationale et la dynamique du soutien international.

SOURCES PRIMAIRES

France 24 Le conseil de transition présidentiel d'Haïti transfère le pouvoir au PM Fils-Aimé 7 février 2026

Reuters Haïti entre dans un vide politique alors que le mandat du gouvernement de transition se termine 7 février 2026

Haiti Libre Haiti News Zapping annonce du cadre de gouvernance du Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM 7 février 2026

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Le Nouvelliste Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé seul à la barre 7 février 2026

721 News L'Ambassade américaine confirme les navires de guerre dans les eaux haïtiennes au milieu de la date limite politique février 2026

L'Union Suite Les États-Unis déploient trois navires de guerre dans la baie de Port-au-Prince février 2026

Vant Bef Info Haiti Le Palais National placé sous haute surveillance 6 février 2026

Le National Haiti Déploiement de sécurité de la PNH 7 février 2026

Haiti Info Project Publication X sur la cérémonie du CPT et le Collège présidentiel 7 février 2026

RFI Interview de l'Ambassadeur français Antoine Michon sur les défis électoraux 5 février 2026

Canada Haiti Plus de 70 partis politiques s'accordent sur une nouvelle période de transition janvier 2026

Trading Economics Taux de change de la devise haïtienne 7 février 2026

Relief Web Bureau intégré des Nations Unies en Haïti rapport sur le mandat de la BINUH janvier 2026